

<http://divergences.be/spip.php?article1545>



Sommets, contre-sommets, discussion

- Archives - 2009 - N° 16. Septembre 2009 - Français - Résistances et critiques -

Date de mise en ligne : mardi 15 septembre 2009

Copyright © Divergences, Revue libertaire internationale en ligne - Tous

droits réservés

[IMG/gif/picasso_don_quixote.gif] Salut à tou-te-s,

Voilà un compte-rendu à diffuser librement, des discussions qui ont eu lieu à l'université Paris 8 sur les contre-sommets.

Sommaire

- [I: Quel\(s\) sens aux contre-so](#)
- [II. Autogestion](#)
- [III. Répression](#)
- [Conclure ?](#)

À la suite des contre-sommets de Strasbourg et de Louvain, plusieurs participant-e-s ont voulu se rencontrer pour discuter de cette expérience et la mettre en perspective. Il ne s'agissait pas de savoir si les contre-sommets avaient ou non été « réussis », mais de contribuer à une éventuelle réussite a posteriori : une expérience réussie passe aussi par ce qu'on est capable ou non d'en tirer ensuite, pour avancer. Nous avons donc voulu essayer de mettre en commun nos réflexions, pour constituer une petite mémoire collective, et pour se donner quelques outils pour penser les contre-sommets, avec en tête notamment la perspective du G8 en France en 2011. Nous nous sommes donc réuni-e-s à l'université Paris 8 - Saint-Denis, d'abord de façon informelle, puis au cours de trois séances de travail portant sur l'autogestion, le sens des contre-sommets et la répression. Ce texte a été ensuite élaboré collectivement ; nous espérons qu'il sera de quelque utilité pour les personnes qui veulent penser les contre-sommets d'un point de vue militant.

La première question qui s'est posée à nous est toute simple : pourquoi, au fond, garder les contre-sommets ? Après tout, cela définit notre combat négativement, tout en le centrant sur des événements (sommets du G8, de l'OMC, de l'OTAN etc.) qui ne sont peut-être pas si importants ; cela permet au pouvoir de nous identifier et d'exercer sur nous sa répression ; cela permet aux médias de ne pas s'intéresser au contenu politique de nos actions, au profit de belles images de manif ou de casse. Toutes ces raisons sont justes, et il serait possible de se débarrasser de cette forme de lutte, vieille de vingt ans, et qui a peut-être épuisé son potentiel de transformation sociale.



Mais il ne faudrait pas s'imaginer que nous ne perdrons rien à l'abandon de cette pratique : le contre-sommet permet en effet de combiner la confrontation et la rencontre internationale. L'abandon de la confrontation directe transformerait ces événements en forums sociaux, qui ne concernent que des acteurs déjà engagés, alors que les contre-sommets attirent beaucoup de personnes qui ne sont pas engagé-e-s dans des appareils militants. Échanger cette confrontation sur un lieu donné contre des confrontations décentralisées reviendrait à abandonner l'idée de faire de ces moments de lutte des moments de rencontre et d'échange larges. Garder la forme des contre-sommets permet de capter une partie de la « magie » qu'utilisent les puissant-e-s de ce monde pour la retourner contre eux : lorsqu'elles se réunissent, même si cela n'est pas le moment-clé du système capitaliste, elles se mettent en scène, elles représentent leur puissance ; se rassembler contre elles, c'est détourner une partie de cette puissance pour la transformer en pouvoir d'attraction de militant-e-s du monde entier.

Garder les contre-sommets, continuer à investir cette pratique, n'empêche pas de penser des formes intermédiaires, bien au contraire : ces événements gagneraient à être préparés par des actions plus locales, décentralisées, mais coordonnées et explicitement liées au contre-sommets. De façon symétrique, au moment des contre-sommets, on n'est pas forcé d'être obnubilé par le plus spectaculaire (entrer dans la zone rouge, faire une grosse manifestation, tout casser, etc.) : on peut utiliser ce moment pour travailler des thématiques plus précises et pour lier nos actions à des luttes locales.

I : Quel(s) sens aux contre-sommets ?

Mais le fait que les contre-sommets aient un large pouvoir d'attraction est un atout qui peut se retourner contre nous, dès lors que nous ne sommes pas préparé-e-s à reconnaître la pluralité de significations et d'objectifs qui se croisent au moment du contre-sommet. On peut en gros distinguer quatre types de modalités par lesquelles nous essayons d'intervenir dans l'espace public au

moment des contre-sommets :

- ▶ Certain-e-s veulent avant tout dénoncer l'institution qui se réunit (G8, OTAN...) et porter devant le public l'illégitimité de cette institution, sans pour autant essayer de l'empêcher directement. Il s'agit pour elles d'occuper l'espace médiatique et de faire naître une attention citoyenne autour de l'événement. Souvent porté par la gauche institutionnelle, cet objectif nécessite une utilisation des médias dominants et une image « responsable », capable de convaincre le plus grand nombre du bien-fondé de nos revendications, et parallèlement de l'illégitimité de l'institution. D'où une allergie marquée aux autres formes de contestation, notamment violentes, qui captent l'attention des médias tout en empêchant ces organisations de donner du crédit à leur discours politique.
- ▶ D'autres veulent, en utilisant l'effervescence du contre-sommet, exprimer leur opposition radicale au système capitalisme et étatique. Par le choix de la confrontation avec les forces de police et de la destruction des outils matériels de l'exploitation et de l'oppression (banques, stations essences, préfectures, etc.), elles tentent de donner un aspect concret à la lutte pour la transformation de la société. Du fait de leurs modes d'action, leur but politique est souvent relégué au second plan dans les médias au profit d'images de « casse », et parfois peu audible par les militant-e-s qui ne partagent pas ces pratiques.
- ▶ Entre les deux, un ensemble de personnes sont là pour empêcher physiquement le sommet de se dérouler : il ne s'agit pas seulement pour eux de le dénoncer, mais bien de le troubler suffisamment pour que les décisions ne puissent pas être prises. Ceci implique une focalisation sur des objectifs, comme l'entrée dans la zone rouge, qui apparaissent aujourd'hui peu réalisables, en tout cas sous la forme d'un mouvement social large et inclusif. Il n'en demeure pas moins que l'objectif affiché demeure, et oriente l'action de celles qui s'y retrouvent.
- ▶ Enfin d'autres personnes veulent utiliser le moment du contre-sommet pour expérimenter d'autres manières de vivre ensemble. Il s'agit d'une autre forme de propagande par le fait : montrer qu'un autre monde est possible, ici et maintenant. Si cet objectif fait passer au second plan la question du sommet, il permet de privilégier une attitude non-confrontationnelle peut-être plus adaptée à la militarisation de la sécurité des sommets internationaux.

Il n'est pas question pour nous d'accorder des bons et des mauvais points, ni même d'encourager tout le monde à une hypothétique réconciliation. Il nous semble néanmoins important que les un-e-s et les autres acceptent de reconnaître cette pluralité, inhérente aux contre-sommets, et apprennent à « faire avec » plutôt que « contre » ou « sans ». Ne pas le faire, c'est déplacer les oppositions pertinentes, en remplaçant la lutte contre un ennemi commun par des petits affrontements entre adversaires politiques qui d'une façon ou d'une autre sont dans le même camp. C'est nous affaiblir et permettre aux gouvernements de nous diviser et de proposer de nous des

définitions qui ne sont pas les nôtres : « radicaux » ou « casseurs » contre « modérés », « responsables », etc.

Cette prise en compte de notre diversité est d'autant plus importante que l'un des effets latents les plus précieux des contre-sommets est de créer des liens entre des personnes ayant des expériences différentes, de faire naître de nouvelles solidarités, et de permettre à chacun-e de s'ouvrir à d'autres conceptions de ce que peuvent être les possibilités et les formes de la contestation. Si l'on veut que se perpétue la possibilité lors de ces contre-sommets des transmissions et des formations d'expériences, qu'on peut ensuite utiliser dans nos contextes locaux de lutte, il faut accepter l'altérité (et faire reconnaître parallèlement sa spécificité).

Mais pour que ça marche, et pour que chacun-e puisse se servir des contre-sommets pour se transformer politiquement, il faut que les participant-e-s aient un accès complet à l'information sur les différents modes d'action et sur les choix des un-e-s et des autres. Permettre à tou-te-s de faire un choix bien informé de ses activités pendant le contre-sommet, de se former à différents modes d'action, tout cela implique un gros travail de publicisation et d'explication de ses actions par les groupes d'affinité, les organisations ou les collectifs présents. Trop souvent, le spectre de l'infiltration policière est un moyen commode de ne pas s'ouvrir aux autres, ce qui fait qu'au final la majorité des participant-e-s ne se trouvent réellement intégré-e-s dans aucune action significative, gâchant par là notre puissance d'agir collective.

II. Autogestion.

Parmi toutes les significations politiques des contre-sommets, l'autogestion a un rôle particulier : même si certain-e-s peuvent considérer qu'il s'agit là de quelque chose d'annexe, le fait est qu'une grande partie des participant-e-s utilisent des structures (village, centre de convergence) pensées par leurs organisateurs/trices comme des lieux autogérés. La liaison entre contre-sommets et autogestion, surtout sur une échelle aussi grande qu'un village, est relativement récente. C'est à l'occasion du VAAAG, au moment du G8 de 2003, que la création d'un village autogéré a commencé à être associée à la pratique des contre-sommets (pratique qui date du milieu des années 1980), notamment sous l'impulsion de membres du réseau No Pasaran. La raison en est que parmi les initiateurs/trices du VAAAG, beaucoup avait en tête l'échec du contre-sommet de l'UE à Bruxelles en 2001, tellement plein de flics qu'il était impossible de faire quoique ce soit, et la réussite du camp No Border de Strasbourg en 2002. Dès lors, faire de l'autogestion un mode de lutte à part entière, c'était à la fois mettre en échec les stratégies policières et tenter de prouver qu'une autre organisation de la société était possible.

Cette conception de l'autogestion comme « propagande par le fait » n'est néanmoins pas le seul sens qui est donné aux villages autogérés : pour beaucoup, il s'agit avant tout d'un moyen de lutte, d'un lieu de rassemblement et de préparation des actions. Les deux manières de voir les villages ne sont pas incompatibles, mais elles sont en tension, car l'autogestion n'a rien d'évident. C'est une pratique qui rajoute des contraintes, qui double la temporalité activiste d'un autre rythme, celui de l'organisation collective des tâches quotidiennes, là où des solutions autoritaires d'organisation permettraient une « gestion » des personnes présentes plus efficaces. En tant qu'acte politique de contestation et d'expérimentation, faire un village autogéré est donc coûteux en temps, en énergie, en thunes, et s'il n'est pas investi par les participant-e-s, il peut s'avérer largement inutile. Car l'autogestion ne se résume pas au partage des tâches nécessaires (construire les infrastructures, faire la bouffe, nettoyer les parties communes, assurer la sécurité du village, accueillir les arrivant-e-s, etc.) : il s'agit aussi de faire du village un lieu politique, avec des ateliers de formation, des projections de films, des rencontres, des débats. Autant de choses qui n'ont de sens que si elles sont préparées par beaucoup de personnes différentes, et utilisées par la plupart des villageois-es.

Ce qui amène à la question cruciale du nombre, et d'abord du rapport entre organisateurs/trices et participant-e-s : on peut penser que plus il y a d'organiseurs/trices par rapport aux participant-e-s, plus l'organisation du village est collective et plus l'autogestion est réelle. Le problème est que, village après village, on se rend compte qu'il est très difficile de mobiliser des gens sur la préparation, la plupart des intéressé-e-s se réveillant bien trop tard. C'est pourquoi nous pensons que la question principale est la capacité des organisateurs/trices à créer les structures nécessaires pour que les participant-e-s qui le souhaitent puissent prendre part aux activités collectives, même sans avoir participé à la préparation. Car les participant-e-s ne forment pas un groupe unifié : on trouve parmi eulles des gens-es de bonne volonté et informé-e-s qui, dès leur arrivée au village, vont s'inscrire sur les tâches collectives, se renseigner sur les moments et les lieux de décision collective etc. D'autres sont aussi de bonne volonté, mais n'ont pas l'information nécessaire pour s'investir autant qu'illes le voudraient, faute de lisibilité de l'organisation du village. D'autres enfin viennent en consommateurs/trices, généralement pour de bonnes raisons, comme la volonté de participer exclusivement aux actions. Evidemment les frontières sont floues, et chacun-e fait en fait partie de plusieurs catégories, selon les moments. Mais il est important de prendre en compte l'existence de ces catégories, et de permettre que le passage entre elles reste fluide, par la diffusion d'information, une volonté d'inclusion de la part des plus actifs/ves vers les autres, et surtout la non-stigmatisation des comportements des un-e-s et des autres. Car si l'idée est de maintenir une proportion entre organisateurs/trices, participant-e-s et consommateurs/trices qui permette que les activités soient réellement collectives, l'autogestion n'a de sens que si elle compose avec les choix des personnes, en cherchant à ce que chacun-e

développe son autonomie, mais sans contrainte directe ni indirecte.

A l'inverse, la participation peut être trop importante pour les structures qui ont été mises en place : si beaucoup de personnes veulent s'investir dans les moments de décision collective, par exemple, il faut mettre en place des dispositifs qui permettent de le faire sans pour autant compromettre la qualité des discussions et des choix. Plusieurs formes de coordination sont pour cela disponibles, du fonctionnement en AG/commissions ouvertes à tou-te-s jusqu'au fractionnement du village en petites unités (les quartiers, ou « barrios ») mandatant des villageois-es pour prendre les décisions, en passant par la tenue de « spoke councils », AG ouvertes mais fonctionnant par la création ad hoc de petits groupes de discussion. Là encore, il ne s'agit pas de définir les bonnes formes de coordination, mais de savoir ce que chaque forme permet ou empêche. De façon générale, plus la discussion est formalisée (ordre du jour, modérateurs/trices, limitation du temps de parole, liste d'inscrit-e-s, limitation du nombre de personnes qui peuvent assister/parler/voter) moins il y aura de spontanéité ; et dans un contexte de lutte, notamment dans le temps très court d'un contre-sommet, la spontanéité est une arme à double tranchant... Quelle que soit la forme choisie, il est crucial que les décisions soient connues de l'ensemble des participant-e-s, quel que soit leur niveau d'investissement, car ce n'est qu'à cette condition que chacun-e pourra choisir ses activités en connaissance de cause. Tout doit pour cela être mis en oeuvre : charte distribuée à tout-e-s, panneaux d'affichages clairement organisés, média de village, point info efficace etc. Trop souvent, dans le feu de l'action, on a tôt fait de se relâcher sur cette question, ce qui rend la gestion collective très hasardeuse.

Le fonctionnement par barrio, qui est utilisé le plus fréquemment dans les contre-sommets, semble être un bon compromis entre la volonté d'inclure tout le monde et la nécessité de ne pas être trop nombreux/ses dans les discussions. Le problème est que ce fonctionnement n'a de sens que si chacun-e sait que les barrios existent, si ceux-ci sont bien délimités et s'ils ont une visibilité politique réelle. Tout cela demande de la préparation en amont et un gros travail d'information sur place : accueil de chaque participant-e à l'entrée du village, accueil dans chaque barrio etc. De la même façon, cette organisation n'a de sens que si le barrio a des activités collectives : AG quotidienne, répartition des tâches, panneau d'affichage, si possible cuisine collective. Une solution qui pourrait être tentée serait de faire que chaque tâche concernant tout le village soient prises en charge par un barrio déterminé, avec une rotation quotidienne évidemment. Ce qui est important, c'est que le barrio soit un réel lieu d'échange, d'information, de réalisation de l'autogestion, et pas seulement un endroit où on vient poser sa tente parce qu'il y a de la place, mais sans avoir dans les jours suivants de contact avec ses « voisin-e-s ».

III. Répression.

Malheureusement, si les contre-sommets sont des moments forts d'organisation, d'expérimentation et de lutte, ce sont aussi des moments où les Etats déploient sans retenue leurs forces répressives, faisant courir à tou-te-s les participant-e-s le risque d'être violentées, arrêtées, poursuivies. Face à ce risque, il faut reconnaître que nous sommes parfois démuni-e-s : le rapport de force est trop en notre défaveur pour qu'on puisse espérer gagner quelque chose dans une opposition frontale avec les flics, mais on ne peut éviter que des oppositions aient lieu si l'on veut réaliser des actions, même les plus pacifiques. Plus grave : c'est aussi politiquement et psychologiquement que nous manquons d'armes, au sens où nous subissons de plein fouet la peur que fait naître l'omniprésence policière, et où nous avons souvent du mal à comprendre ce qui est en train de se jouer, c'est-à-dire ce qu'essaie de faire le pouvoir, le type de stratégies à adopter, etc.

Pour les Etats, la répression est un excellent outil pour maîtriser la contestation, car il est très économique : la seule activité répressive engendre en effet un ensemble de conséquences qui nous paralysent durablement, alors même que nous devrions profiter du temps court du contre-sommet pour être plus actifs/ves que jamais. Car la répression ne s'arrête pas à la seule confrontation avec les forces répressives : il suffit que les flics violentent et enferment un petit nombre de militant-e-s pour qu'un certain nombre d'effets aient lieu. D'abord, quelques arrestations permettent au pouvoir de prouver qu'il bien a affaire à des délinquant-e-s, et justifient l'utilisation massive de la répression contre l'expression de la contestation. Ensuite, elles lui permettent de focaliser l'attention médiatique sur les questions de violence et de répression, plutôt que sur le contenu politique de la contestation, empêchant par là nos idées de pénétrer dans l'espace public. Du côté militant, un autre effet est de provoquer chez nous la peur et la colère, nous empêchant de réfléchir sereinement à nos possibilités. Enfin, ces violences et ces arrestations nous conduisent à focaliser notre action sur l'antirépression, c'est-à-dire le soutien et la libération des prisonnier-e-s, ainsi que sur la « protection » des militant-e-s et du village, au détriment des autres activités.

Or tout cela doit être pensé politiquement : réagir comme nous l'avons fait à Strasbourg, comme nous le faisons généralement face aux violences policières, c'est-à-dire par la peur, la paralysie et l'anti-répression irréfléchie, c'est rentrer dans le rôle que l'Etat veut nous faire jouer, celui de victimes et de coupables à la fois. Penser politiquement la répression, c'est se demander ce que fait l'Etat quand il réprime, ce qu'il attend comme effet sur le public et sur nous, pour ensuite réfléchir à des moyens de mettre en échec ses plans.

La première chose à faire pour politiser notre rapport à la répression, c'est de comprendre ce que l'Etat fait. Or ce qu'on a pu constater lors du contre-sommet de Strasbourg, c'est que l'Etat français a commencé à employer des techniques de maintien de l'ordre qui suivent une logique nouvelle. Il ne s'agit plus désormais d'exercer la répression sur les militant-e-s se livrant à des actions que le pouvoir juge illégales ou dangereuses, mais d'empêcher toute action d'avoir lieu. Pour cela, il a été procédé à un maillage complet et systématique du territoire à contrôler, notamment avec de petites unités mobiles type BAC, le but étant non pas de réprimer des actions précises, mais d'éviter le moindre rassemblement. Cette technique « contre-insurrectionnelle » demande un déploiement de force obscène, qui n'est pas tenable sur le long terme sans faire appel à la complicité d'une partie de la population, mais qui s'avère très efficace sur le temps court du contre-sommet. Cette inflexion dans la pratique répressive est de bien mauvais augure, car les contre-sommets sont aujourd'hui des terrains d'expérimentation de nouvelles techniques de maintien de l'ordre, avec l'utilisation de nouvelles unités et de nouvelles armes. La réussite de cette technique de « prévention répressive » visant à empêcher tout rassemblement, sans distinction de « dangerosité », ne va certainement pas rester sans suite, et on peut craindre que la dissolution des rassemblements, avec arrestation des participant-e-s, ne devienne peu à peu la norme. Ce qui est important ici, c'est de reconnaître que ces nouvelles techniques de répression reposent sur l'arrestation arbitraire : il n'y a pas besoin d'avoir participé à des actions que le pouvoir juge illégales pour être contrôlé-e, violenté-e, arrêté-e. Dès lors, essayer à tout prix d'éviter les arrestations est un objectif largement incompatible avec la réalisation d'actions politiques significatives durant contre-sommets.

Au-delà des techniques de maintien de l'ordre/contrôle des foules proprement dites, les dirigeant-e-s de l'appareil d'Etat savent bien profiter politiquement de la répression : la focalisation sur la violence lui permet de diviser le mouvement, remplaçant la contestation par des embrouilles stériles entre « violent-e-s » et « non-violent-e-s », tout en permettant aux médias de faire de belles images de casse, d'affrontement entre la police et les manifestant-e-s, et surtout de ne pas parler des choses importantes pour l'extension de la contestation (nos idées, nos modes d'action, etc.). Plus profondément, la répression permet à l'Etat d'imposer son rythme, là où justement le contre-sommet est censé instaurer une autre temporalité, dans laquelle nous reprenons collectivement l'initiative. Imposer son rythme, pour l'Etat, ça veut dire provoquer par la répression un ensemble d'effets qui rendent nos comportements extrêmement prévisibles. Ces effets sont d'abord psychologiques : la répression lui permet de nous maintenir dans un état de tension épuisant, et qui nous empêche de profiter du moment du contre-sommet pour débattre, échanger des pratiques, faire des rencontres, etc. L'impression dominante qu'on a retiré de Strasbourg, c'est cette tension, un village rempli de personnes habillées tout en noir, voire masquées, une propagation de rumeurs sans fondement (« la police va

attaquer le village » étant la plus répandue comme la plus fantasmagorique), un hélico en permanence, des pseudo-barricades élevées sans raison valable, etc. On avait le sentiment d'être des criminel-le-s face à une machine répressive, de faire des choses illégales et dangereuses, alors que le village avait été négocié avec la préfecture et que nous étions en train d'exercer collectivement un droit fondamental. Toute cette tension, provoquée par le pouvoir mais entretenue par nous-mêmes, à travers les paranos, les rumeurs, les comportements virilistes, aboutit à une focalisation sur les flics, entre peur et fascination, plutôt que sur les significations politiques de nos actions.

Tout ceci trouve son couronnement dans un dernier effet, particulièrement pernicieux, de la répression : l'anti-répression irréfléchie. Il est clair qu'avoir des camarades violenté-e-s et arrêté-e-s est inacceptable ; mais utiliser toute notre puissance d'agir à essayer de les libérer est un piège dangereux. L'anti-répression irréfléchie, qui consiste à orienter tous nos efforts sur la libération des personnes arrêtées, aboutit à un cercle vicieux : on propage la peur d'autres arrestations, on se concentre sur la lutte contre la police, qui risque d'amener de nouvelles arrestations, bref on fait du cycle répression/solidarité/répression une fin en soi. Plus grave, la répétition de ce cycle aboutit au développement de dangereux mythes dans le mouvement : la répression serait le signe de notre « radicalité », elle prouverait que les actions réprimées sont les seules réellement dignes d'intérêt politique, donc les seules efficaces. Or cette idée repose sur une vision mécanique et dépolitisée de la répression, selon laquelle l'Etat réagit de façon automatique à ce qui est le plus dangereux pour lui. C'est simplement faux : l'Etat n'est pas une entité rationnelle et toute-puissante, le pouvoir est animé par des objectifs complexes, il entretient de nombreux fantasmes et mauvaises évaluations sur ce qui est dangereux et sur ce qui ne l'est pas et surtout il tape désormais largement au hasard. Dès lors, imaginer que c'est la même chose de lutter contre le système capitaliste et étatique, et de lutter contre son appareil répressif, c'est se tromper de cible, et perdre beaucoup d'énergie. Or c'est bien ce à quoi aboutit l'anti-répression mécanique, à une concentration sur ces forces qui nous violentent et nous enferment, plutôt que sur les buts politiques de notre présence et de nos actions.

A ce problème nous n'avons pas de solution : mais il apparaît certain que mettre en suspens nos débats, notre animation des structures autogérées comme le village ou nos actions prévues, sous prétexte qu'une partie des militant-e-s a été arrêtées et placé-e-s en garde à vue, c'est se soumettre au rythme de l'Etat et rendre notre mobilisation inefficace. Il nous apparaît incomparablement plus adapté de remplacer cette anti-répression par une solidarité de long terme, à travers des réseaux de soutien aux militant-e-s poursuivi-e-s (et pas seulement arrêté-e-s), et de profiter du temps court du contre-sommet pour faire ce pour quoi nous sommes là : non pas lutter contre les

policier-e-s, mais réaliser des objectifs politiques et transformer la société.

Conclure ?

Nous ne désertons pas les contre-sommets : cela reste à notre avis des moments importants et rares, des occasions uniques de rencontrer des militant-e-s de tous horizons et d'opposer au système capitaliste et étatique un refus global. Mais cette forme est à repenser constamment, à revivifier, en prenant en considération les modifications dans les attentes de chacun-e et dans l'attitude de l'appareil d'Etat. La voie de l'autogestion nous semble devoir être gardée, mais approfondie et repensée dans toutes ses exigences, au risque de la voir se transformer en vain mot. Mais pour que tout cela soit possible, il est indispensable que les militant-e-s, notamment les militant-e-s organisé-e-s, prennent leurs responsabilités : la démarche d'un contre-sommet ne peut commencer pour la plupart des participant-e-s le jour de leur arrivée sur place, et s'achever à leur départ. Car ces luttes ne sont pas des buts en soi : elles n'ont de sens que si elles s'ancrent dans le temps long, à la fois pour chaque participant-e et pour le mouvement anticapitaliste dans son ensemble. Il faut donc s'organiser dès maintenant, faire réseau, se former, réfléchir aux formes que nous voulons donner au contre-sommet de 2011 en France, et aux actions intermédiaires nous permettant de le préparer. Un réseau, Dissent ! (www.dissent.fr) a été créé dans ce but suite au contre-sommet de 2007 ; il ne tient qu'à chacun-e d'entre nous de le rejoindre, ou de créer d'autres espaces, dans les entreprises, les quartiers, les facs, pour penser collectivement la suite du mouvement.